

Le chemin de la Russie vers la démocratie

Kai Ehlers

Quant à savoir si une élection en deviendra effectivement une en mai, cela semble ouvert et discutable. Quelles forces aspirent au pouvoir et quelles autres sortent dans la rue pour plus de démocratie ?

Dix mille personnes sont sorties dans la rue. Ni la glace ni la neige ne purent les en empêcher. La police s'est retenue, tout s'est déroulé paisiblement. La Russie se trouve-t-elle devant une période de révoltes permanentes ? Encore avant la manifestation du 24 décembre, le Président Medvedev avait fait passer une loi à la Douma qui prévoyait de faire élire localement les gouverneurs à l'avenir ; les fondations de parti politique étaient censées être reconnues dès que ceux-ci prouvaient l'existence de 500 membres, et elles ne devaient plus, comme jusqu'à présent, pouvoir être refusées par manque de représentation régionale. La nouvelle loi allait entrer en vigueur à partir de 2013. Ces « concessions » ne sont pas allées assez loin pour les manifestants. Ils ont considéré leurs cinq revendications fondamentales comme non accomplies : annulation du résultat des élections, démission du directeur de la commission électorale centrale, nouvelles élections, aux conditions, que la réforme électorale de Medvedev ne laissait entrevoir qu'à partir de 2013. Enfin, toujours et encore la libération des prisonniers politiques. Au-dessus de tout, la protestation contre le retour de Vladimir Putine pour un troisième mandat de Président de la Russie.

Ce qui est nouveau par rapport aux autres marches précédentes, ce sont les prises de position officielles de « personnalités proéminentes ». Mikhaïl Gorbatchev voit dans les protestations la « chance pour un nouveau départ », et que chez les hommes russes vit encore ouvertement le « gène de liberté » (sic !). Il ressentait de la honte vis-à-vis de Putine, expliqua-t-il et l'exhorta à la radio « Echo de Moscou » à se retirer.

Il se peut que l'on tienne la position de Gorbatchev pour une floraison tardive d'un rêve perdu de Pérestroïka, que personne en Russie ne voudrait plus entendre, comme la prise de position, mais irréfragable, de l'ex-ministre des finances Alexeï Kudrine : dans une lettre ouverte, il expliqua en effet qu'il partageait les « sentiments négatifs en rapport avec les résultats des élections parlementaires », et s'offrait comme médiateur pour un dialogue entre le gouvernement et le société, pour permettre un changement pacifique et éviter un renversement violent. Quelques semaines auparavant, Kudrine avait été balancé comme ministre des finances devant la chambre en exercice par le Président Medvedev pour avoir publiquement critiqué l'échange de fonction du tandem gouvernemental Medvedev-Putine, à la suite de quoi il fut néanmoins officiellement et expressément remis en vedette par Putine qui le caractérisa alors comme « un ami intime ». Bref, Kudrine appartient toujours, quand bien même sans fonction, au club des actuels cercles de pouvoir autour de Putine et Medvedev.

Ce qui est remarquable aussi c'est la position du Conseil de droits de l'homme, conseil consultatif directement placé sous le Président : en renvoyant à la « méfiance massive », qui était apparue dans la population eu égard à la correction des élections, il recommanda de libérer le directeur de la commission électorale centrale de ses engagements, d'édicter de nouvelles lois électorales et de procéder à de nouvelles élections. Même si les voix du conseil n'ont aucune force d'obligation, elles ont un poids moral.

Quoique des centaines de milliers de personnes en Russie soient entre temps sorties dans les rues, il n'y eut aucune apparition de violences. Tout se passe comme si tous ceux qui participaient aux protestations voulaient éviter toute escalade. C'est ainsi que des personnages comme Boris Beresowski, ex-ombre de Boris Eltsine, ont eu des difficultés à prendre pied dans les protestations. Dès le réveil des premières agitations, après l'élection, il avait annoncé depuis son exil londonien qu'il était prêt à participer à un imminent renversement de Putine.

Cette observation mène à une seconde interrogation : Ces manifestants, qui envahissent, à l'heure qu'il est, places et rues de Moscou et autres lieux, forment-ils bien le cœur de la société civile russe ? Cinquante mille hommes et femmes, comme mobilisés de nulle part, par Internet et par des médias minuscules critiques du système ont exigé des élections équitables, une fin de la corruption, la liberté d'opinion, et en général la « fin de la démocratie dirigée » — cela laisse venir des représentations d'une opposition extra-parlementaire selon le modèle occidental. En y regardant

avec plus d'exactitude, cette belle image se trouble. De la presse et des médias télévisés, il était à conclure qu'aucune solution sociale n'y avait été démontrée. Mais ce qui était à entendre et à voir, outre les exigences libérales, c'étaient des paroles anti-caucasiennes nationalistes et des emblèmes de groupes de droite. Cela donne à réfléchir, et aussi pour la raison que le parti communiste de la Fédération russe (KPRF) avait aussi appelé à protester. Des analystes parlent de la « nouvelle classe moyenne » de Russie. Des observateurs natifs de Moscou rapportent que l'on n'a vu aucun ouvrier sur la place, ils parlent par conséquent d'une manifestation de rassasiés. Une position particulière parmi les exégètes de droite est occupée par le *blogger* Alexseï Nawalny. Dans les médias, il est célébré comme l'un des plus importants organisateurs de l'opposition. Le « TAZ » l'appelle carrément une « nouvelle figure culte de l'opposition ». Mais : en octobre 2011 Nawalny surgit à Moscou en participant de la « marche russe » annuelle, à laquelle se joignent, depuis des années, les anti-caucasiens, les nationalistes et droites, souvent fascistes, de Russie. Parmi des solutions, comme : « Cela suffit de gaver le Caucase ! » il avait lui-même organisé la marche.

Le rôle de Nawalny soulève aussi la question des organisateurs restants des protestations. Cette question mène profondément vers les cadres d'une opposition, qui se déchirent et en même temps luttent pour survivre politiquement ensemble, lesquels, depuis le déclin des libéraux au sortir des années Eltsine et après leur élimination définitive de la Douma, lors des élections de 2004, ne connaissent plus qu'un seul objectif : le renversement de Putine et la réintroduction de ces « libertés-là » que Putine a supprimées, à l'issue de l'instauration d'une politique de stabilisation qu'il avait mise en route derrière Eltsine. Les mauvaises langues parlent d'un ramassis de banqueroutiers politiques qu'une seule chose unit, la faillite des conceptions libérales et leur haine à l'égard de Putine, qui stoppa le libéralisme de l'ère Eltsine ; de programme commun qui irait au-delà de l'hostilité à Putine, ils n'en ont pas.

Une force motrice est *Solidarnost*, une alliance d'ultra-libéraux, ex-fonctionnaires de l'époque de Eltsine et du Putine précoce, à l'intérieure de laquelle le meneur est Boris Nemzov, ministre sous Eltsine, Mikhaïl Kassianov, ministre sous Putine, Garry Kasparov, ancien maître aux échecs. Selon les médias, ils agissent au sein d'un environnement de « forces, soi-disant hétérogènes ». Le bassin-versant de *Solidarnost* s'étend des membres de la gauche radicale et des anarchistes ennemis de Putine, une partie de ces gens absolument honorables, partisans des droits de l'homme et autrefois membres des scènes dissidentes, au-delà des bolchevistes nationaux interdits rassemblés autour d'Eduard Limonov, jusqu'au marais des libéraux et radicaux de la droite nationale. La plupart de ces scènes sont connues à partir de la « marche des mécontents » (plusieurs fois répétées entre 2005 et 2007) et du « comité pour des élections libres 2008 », fondé à partir de ces groupes.

La question reste ouverte quant à savoir s'il en émergera un mouvement et ce qui pourra s'ensuivre pour l'avenir de la Russie. On doit doublement répondre à cette question : Non — il ne faut rien en attendre, quant à ce que la majorité de la population se rallie aux protestations, même s'il y a encore d'autres manifestations sur les élections. Le libéralisme des jours de Eltsine n'est pas récupérable ; tant est encore profond le choc de la désintégration sociale et politique de cette époque. Trop profonde encore, quoique ayant subi une stabilisation entre temps sous Putine et Medvedev, est la division entre les parties de la population qui gagnent mieux et vivent plus agréablement, et ceux-là qui sont occupés à maintenir leur niveau de vie au-dessus du seuil de pauvreté. Pour la majorité du peuple russe, la question sociale se trouve toujours et encore avant celle politique, c'est-à-dire que pour eux la sécurité sociale est plus importante qu'une liberté formelle. Elle en est même la condition préalable.

D'un autre côté, une bonne génération de citoyens bien rémunérés a grandi qui ne connaissent pas (plus) la détresse de l'époque du changement. La relative stabilité de la restauration putinesque leur suffit en tant que perspective de vie, ils voient leur bien-être relatif menacé par des immigrants des régions pauvres de la Fédération, du Caucase et de l'Asie centrale.

Ici s'annonce un mouvement politique qui pourrait être prêt à défendre au nom de la liberté ses propres privilèges contre les parties les plus pauvres de la société et avant tout contre les immigrants. Des exemples de tels changements du libéralisme dans une force hostile aux étrangers, raciste, antilibérale, sont bien connus en Europe. Cette tendance pourrait aussi toucher la Russie. L'action précautionneuse de la puissance d'État à l'encontre des protestations signale que les

milieux dirigeants de Russie ont reconnu cela comme un danger. Une chose est incalculable : les époques dans lesquelles il était possible d'installer d'en haut un paratonnerre, sur lequel se déchargeaient à mort les foudres des protestations et alternatives, sont révolues, même si les protestations actuelles devaient encore continuer de s'apaiser.

Quel que soit le Président qui viendra au printemps 2012, une authentique œuvre d'intégration devra être mise en route. Bien comprise, c'est en elle que repose l'unique chance de la Russie.

Das Goetheanum n°3/2012-01-24

(Traduction Daniel Kmiecik)

Kai Ehlers est un journaliste allemand, publiciste, écrivain, chercheur et organisateur qui se préoccupe avant tout de l'évolution politique, économique et culturelle de l'espace post-soviétique.

NdT : l'article est illustré par les poupées russes s'emboîtant l'une dans l'autre, une image des couches multiples et insondables de l'âme de la population russe.